

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74000 Annecy

A Annecy, le **21 MAI 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAPHOCOLOR APTAR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS
74000 Annecy

Références : 20250516_RAP_Insp_APTAR-v32
Code AIOT : 0006104534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement GRAPHOCOLOR APTAR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 15/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'appel et au courriel de l'exploitant du 15 mai 2025, relatifs à la panne de l'unité de distillation qui permet de maîtriser les rejets en azote dans les effluents industriels, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place le 16 mai à 9h30.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAPHOCOLOR APTAR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/05/2025 de l'établissement GRAPHOCOLOR APTAR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Déclaration d'accident - délai** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/05/2025 article : R512-69
- **consignes en cas de situations anormales** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007 article : 8.1.8

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant le constat de l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement sans l'autorisation requise du code de l'environnement, conformément au I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de régulariser la situation administrative de ses installations, en déposant ou cessant son activité, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Volume des cuves de traitement de surface** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2015 article : 1 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément au 3° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, et du fait des enjeux, il est proposé de **suspendre** le fonctionnement des installations, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et de prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de l'exploitant :

- **Résultats d'autosurveillance en azote global** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007 article : 2.4.4

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m². GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m³ répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident - délai	Code de l'environnement du 16/05/2025, article R512-69	Demande d'action corrective	Dès le prochain incident/accident
2	consignes en cas de situations anormales	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8	Demande d'action corrective	1 mois
3	Résultats d'autosurveillance en Azote global	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4	Suspension	Jusqu'à la remise en service de l'unité de distillation
4	Volume des cuves de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article 1	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tout d'abord, cette visite a mis en évidence que la panne de l'unité de distillation n'a pas été déclarée suffisamment rapidement à l'inspection.

Cette visite a également permis de constater que cette unité, qui permet de maîtriser les rejets en azote global du site, ne fonctionne plus et qu'elle ne pourra redémarrer que semaine 33 et qu'en attendant le site sera en mode dégradé.

Cette dernière a déjà été en panne du 1er décembre 2023 à février 2024, et du 18 septembre 2024 au 4 octobre 2024.

Par conséquent, l'inspection propose au préfet de suspendre le fonctionnement du site jusqu'à la remise en service pérenne de l'unité de distillation, dès lors que l'exploitant a confirmé que les actions mises en œuvre permettent de baisser les rejets en azote global sans toutefois permettre de respecter la valeur limite applicable.

De plus, cette visite a permis de constater que le volume de bains de traitement de surface du site est actuellement de 194,4 m³ et que ce volume représente une augmentation de 38,7 m³ par rapport au volume dont l'inspection a connaissance.

Or par application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dans la mesure où cette augmentation dépasse en soi le seuil IED (30 m³), il s'agit d'une modification substantielle de l'installation soumise à évaluation environnementale systématique impliquant une nouvelle procédure d'autorisation environnementale avec étude d'impact.

L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de déposer sous six mois un dossier de demande d'autorisation environnementale avec étude d'impact conforme aux prescriptions de l'article R. 122-5, complété selon les prescriptions de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement. Le dossier de porter à connaissance en cours sera alors inclus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Enfin, cette visite a mis en évidence d'autres non-conformités pour lesquels il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en œuvre des actions correctives et qu'il tienne à disposition de l'inspection certains documents justificatifs (voir détails dans les fiches de constats ci-dessous).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident - délai

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/05/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a été informée de la panne de l'unité de distillation par téléphone jeudi 15 mai 2025 matin. Or l'unité de distillation, qui permet de maîtriser les rejets azotés en sortie de station est en panne depuis le dimanche 11 mai. La réglementation prévoit que l'inspection soit prévenue dans les meilleurs délais.

L'exploitant déclare que l'unité de distillation s'est mise en mode "repli" le dimanche 11 mai, ce qui était déjà arrivé. Le technicien a donc informé par message les experts qui travaillent la semaine. Les experts ont procédé le lundi et mardi à de nombreux essais de redémarrage non concluants avant de statuer sur la destruction complète du packing (garnissage en verre de la colonne de distillation).

L'inspection considère que cet événement n'a pas été déclaré dans les meilleurs délais.

L'inspection avait pourtant rappelé à l'exploitant la nécessité de déclarer dans les meilleurs délais les accidents ou incidents, lors des inspections récentes du 8 décembre 2023 et du 4 avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de déclarer dans les meilleurs délais les accidents ou incidents, conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement.

A cet effet, l'exploitant procède à une sensibilisation du personnel et à un rappel des règles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Dès le prochain incident/accident

N° 2 : consignes en cas de situations anormales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8

Thème(s) : Risques accidentels, consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[..]

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection,
- **les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,**
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 2.3 du présent arrêté.

L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Art 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

[..]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- **la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;**
- **l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;**
- **l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.**

Constats :

L'exploitant déclare disposer d'une consigne en cas de situations anormales et accidentelles. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter cette consigne le jour de l'inspection. Il devait la transmettre à l'inspection après la visite.

L'inspection demande de vérifier si la consigne existante en cas de situations anormales et accidentelles est adaptée, et de la modifier si nécessaire. En particulier, un retour d'expérience sera fait à partir de l'évènement survenu le dimanche 11 mai en identifiant toutes les étapes n'ayant pas été traitées de manière suffisamment réactive.

Conformément à l'article 59 de l'AM du 4/10/2010, l'exploitant doit également établir les consignes de sécurité suivantes:

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant vérifie qu'il en dispose.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit vérifier que la consigne existante en cas de situations anormales et accidentelles est adaptée, et la modifier si nécessaire.

L'exploitant vérifie également qu'il dispose des consignes de sécurité suivantes:

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Il les tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Résultats d'autosurveillance en azote global

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents d'origine industrielle

Prescription contrôlée :

2.4.4 - Eaux industrielles

2.4.4.1 -Les effluents d'origine industrielle seront rejetés dans le ruisseau de l'Isernon après traitement dans la station de l'établissement.

2.4.4.2 - Ces effluents devront respecter les normes suivantes en sortie de la station de traitement de l'établissement, avant rejet au milieu naturel et sans dilution :

- pH compris entre 6,5 et 9
- température inférieure à 30°C.
- le volume de rejet sera inférieur à 720 m³ sur une période de 24 heures,

Paramètres	Concentrations à ne pas dépasser sur un échantillon moyen journalier en mg/l	Flux à ne pas dépasser sur une période de 24 heures en kg.
DCO	150	108
MEST	30	21,6
Hydrocarbures	5	3,6
Fluor	15	10,8
Phosphore	7	5,1
Azote global	50	36
Nitrites	1	0,5
Aluminium	3	2,16
Fer	5	3,6
Chrome VI	0,1	0,072
Chrome III	2	1,44
Cuivre	0,5	0,36
Nickel	2	1,44
Zinc	3	2,16

Jusqu'au 30 septembre 2007, la limite de concentration en nickel sera de 4 mg/l et la limite de flux

de 2 kg/jour.

Concernant la DCO, sur la base de justifications liées au traitement du nickel, les limites de concentration et de flux pourront être augmentées jusqu'à, respectivement, 300 mg/l et 216 kg par jour.

Dans le cas d'un prélèvement instantané, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double des valeurs limites prescrites ci-dessus.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les résultats de l'autosurveillance quotidienne du flux d'azote global:

1/05/2025 : 11 kg/j

2/05 : 65 kg/j

3/05 : 23 kg/j

4/05 : 23 kg/j

6/05 : 76 kg/j

7/05 : 75 kg/j

8/05 : 40 kg/j

9/05 : 51 kg/j

10/05 : 41 kg/j

11/05 : 85 kg/j Les rejets ne sont plus traités par l'unité de distillation depuis le 11/05

12/05 : 93 kg/j

13/05 : 72 kg/j

14/05 : 61 kg/j

15/05 : 54 kg/j

L'inspection a également regardé les résultats du mois d'avril présents dans GIDAF.

Les données quotidiennes d'avril concernant le flux d'azote global donnent:

- un flux moyen mensuel de 30 kg/j ;
- 6 jours de dépassements par rapport à la valeur limite de 36 kg/j (soit 20 % du temps en moyenne)
- un flux maximum de 44 kg/j.

Si on replace l'événement dans le contexte, l'exploitant travaille activement depuis plusieurs mois à réduire ses rejets azotés. Les résultats d'avril étaient très encourageants. Ceux du début du mois de mai étaient un peu moins bons. Avec la panne de l'unité de distillation, le flux d'azote rejeté a fortement augmenté puis diminué, suites aux mesures conservatoires prises par l'exploitant.

L'exploitant indique que l'unité de distillation, qui permet de fortement réduire les rejets en azote global du site, ne pourra redémarrer que semaine 33 (en août, incluant les 2 semaines d'arrêt du site en S31 et S32) et que le site sera alors en mode dégradé sur une période de 10 semaines.

L'exploitant déclare que le garnissage interne en verre a pourtant été commandé dès le 26 février 2025 à réception du devis du fournisseur, puisqu'elle avait été identifiée comme une pièce clé dans le fonctionnement de la colonne alors que ce n'est pas une pièce d'usure (consommable), mais ce produit est spécifique et les délais d'approvisionnement sont très longs.

L'exploitant précise que dès mercredi, il a mis en place des mesures conservatoires pour permettre

de limiter au maximum ses rejets en azote:

- Recyclage des condensats de l'évaporateur 1 (EV1) et de EV2 (qui alimentaient normalement la distillation) vers d'autres process ce qui limite les rejets ;
- Évacuation du nitrate de sodium de la tour de lavage (1er enlèvement effectué le mercredi 14/05) ;

Mesures complétées jeudi 15 Mai par des mesures complémentaires :

- Augmentation du recyclage des condensats EV1 dans les rinçages Brillantage (en production)
- Évaporation de condensats supplémentaires via les annexes du rinçage Brillantage : forcer les purges de la tour de lavage pour consommer plus de condensats d'EV1.

Selon l'exploitant, les premiers effets de ces mesures étaient visibles avec un résultat d'azote total à 54 kg jeudi 15 mai.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'unité de distillation, qui permet de maîtriser les rejets en azote global du site, ne fonctionne plus. Cette dernière a déjà été en panne du 1er décembre 2023 à février 2024, et du 18 septembre 2024 au 4 octobre 2024.

L'inspection propose au préfet de suspendre le fonctionnement du site jusqu'à la remise en service pérenne de l'unité de distillation, impliquant notamment l'installation d'un nouveau garnissage interne en verre, dès lors que l'exploitant a confirmé que les actions mises en œuvre permettent de baisser les rejets en azote global sans toutefois permettre de respecter la valeur limite applicable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

Proposition de délais : jusqu'à la remise en service pérenne de l'unité de distillation

N° 4 : Volume des cuves de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2015, article 1

Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE

Prescription contrôlée :

Le contenu de l'article 1-3 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 :

Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

N° de rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime : A : Autorisation E : Enregistrement DC : Déclaration avec contrôle périodique obligatoire D : Déclaration
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	4 chaînes de traitement :	A
2565 - 2 - a)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 litres	<ul style="list-style-type: none"> - chaîne A : volume des cuves de 37,9 m³, - chaîne B : volume des cuves de 22,3 m³, - chaîne C de volume des cuves : 62 m³, - dégraissage acide : volume des cuves 3,5 m³, - coloration : volume des cuves : 30 m³. <p>Total : 155,7 m³</p>	

Constats :

Dans le cadre du porter à connaissance en cours d'élaboration concernant la demande de modification du point de rejet des effluents industriels, l'exploitant a pris contact avec l'inspection par courriel le 3 avril 2025 au sujet de la mise à jour du volume des cuves de traitement de surface.

Après échange téléphonique avec l'exploitant le 18 avril 2025, il apparaît que le volume de bains dont l'inspection a connaissance est égal à 155,7 m³ (AP du 29/10/2007: volume des bains = 155,7 m³ ; APC du 5/05/2015 : volume des bains = 155,7 m³, dossier de porter à connaissance "reconstruction de l'atelier U3" de mars 2017 : volume des bains < 155,7 m³).

Or selon l'exploitant, le volume de bains actuel est de 194,4 m³.

Soit une augmentation de 38,7 m³, sachant que le seuil de l'autorisation pour la rubrique 3260 est fixée à 30 m³. Donc l'augmentation dépasse en elle-même le seuil IED.

Il semblerait qu'entre le volume projeté de bains, annoncé par le porter à connaissance de 2017 suite à l'incendie du bâtiment U3 (devenu U7/U8) et le volume effectivement réalisé, il y ait eu une différence significative, sans que l'inspection ait été informée. L'exploitant a également rajouté 7 m³ en 2024 lors des travaux sur U1/U2.

Il en résulte que par application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement, il s'agit d'une modification substantielle de l'installation soumise à évaluation environnementale systématique impliquant une nouvelle procédure d'autorisation environnementale avec étude d'impact.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de déposer sous six mois un dossier de demande d'autorisation environnementale avec étude d'impact conforme aux prescriptions de l'article R. 122-5, complété selon les prescriptions de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement. Le dossier de porter à connaissance sera alors inclus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier**Proposition de délais :** 6 mois

